

« SOUS NOS YEUX »

Les contradictions de l'Union européenne face au Hezbollah

par Thierry Meyssan

En désignant la branche militaire du Hezbollah comme organisation terroriste, l'Union européenne manifeste son incompréhension de la Résistance libanaise, qui n'est pas et ne veut pas devenir un parti politique, même si elle participe au jeu politique libanais. Bruxelles exprime son allégeance au bloc anglo-saxon (incluant Israël) au détriment de ses propres principes.

RÉSEAU VOLTAIRE | BEYROUTH (LIBAN) | 29 JUILLET 2013

PORTUGUÊS DEUTSCH ITALIANO ESPAÑOL



Durant le Conseil européen, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, se félicite de sa victoire auprès de son collègue slovénien.

C'est avec trois jours de retard que le Conseil européen a publié son relevé de décision relatif à l'inscription de la branche militaire du Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes. Contrairement aux habitudes, la nouvelle avait déjà fait le tour de la terre et le Hezbollah y avait répondu.

Le document officiel a été accompagné d'une déclaration commune du Conseil et de la Commission soulignant que cela « n'empêche pas la poursuite du dialogue avec l'ensemble des partis politiques du Liban et n'affecte pas la fourniture d'assistance à ce pays ». Ce commentaire vise à expliciter la distinction entre branches civile et militaire du Hezbollah qui permet à l'Union européenne de discuter avec la première tout en condamnant la seconde.

Dans la même veine, l'ambassadrice de l'Union européenne, Angelina Eichhorst, est allée rendre visite à Beyrouth au responsable des relations internationales du Hezbollah, Ammar Moussaoui, pour lui dire que cette décision ne changeait rien à leurs relations.

Le problème, c'est que cette décision n'a aucun sens.

Masquer l'aspiration mystique du Hezbollah

Par essence, le Hezbollah n'est pas un parti politique, mais un réseau de résistance à l'invasion israélienne, constitué par des familles chiites sur le modèle des basidjis iraniens dont il a adopté le drapeau (en jaune). Progressivement, la Résistance a incorporé des non-chiites au sein d'une structure ad hoc, et s'est substitué à la défaillance de l'État libanais aussi bien pour venir en aide aux familles de ses blessés et martyrs que pour reconstruire le Sud du pays, entièrement rasé par l'aviation israélienne. Cette évolution l'a conduit à présenter des candidats aux élections et à participer au gouvernement.

Son secrétaire général, sayyed Hassan Nasrallah, n'a cessé d'exprimer sa réticence face à la politique qui n'est pour lui qu'une activité corruptrice. Au contraire, il a saisi toutes les occasions pour réaffirmer son idéal de mourir en martyr sur le champ de bataille, comme son fils aîné Muhammad Hadi, suivant ainsi la voie tracée par l'imam Hussein lors de la bataille de Kerbala.

Par essence, le Hezbollah est le fruit d'une démarche mystique et ne saurait être comparé à un parti politique européen. Ses soldats

n'ont rien à gagner à se battre et ont leur vie à perdre. Ils se lancent dans la guerre parce que leur cause est juste et qu'elle est une occasion de sacrifice, c'est-à-dire de développement humain. C'était le sens de la révolution de l'ayatollah Rouhollah Khomeini et c'est le leur.

Malgré l'ambiguïté que fait surgir la traduction de son nom, Hezbollah, en « Parti de Dieu », ce réseau n'est pas une formation politique et n'entend pas le devenir. Sa dénomination, extraite du Coran, figure sur son drapeau : « Quiconque prend pour alliés Dieu, Son messenger et les croyants, [réussira] car c'est le parti de Dieu qui sera victorieux ». Il faut comprendre ici l'expression « parti de Dieu » au sens eschatologique : c'est en définitive Dieu qui triomphera du Mal à la fin des temps.

Très étrangement, les Européens —qui majoritairement considèrent comme un acquis démocratique la séparation entre pouvoirs temporel et religieux—, reprochent donc au Hezbollah son essence spirituelle et veulent le « normaliser » en parti politique. Dans leur esprit, les résistants libanais ne sont pas concernés par la colonisation de la Palestine et de la Syrie. Ils feraient mieux de s'occuper de leur carrière politique que de risquer leur vie au combat.

La décision du Conseil européen sera de peu de portée pratique. Elle consiste surtout à interdire aux membres de la « branche militaire » de voyager dans l'Union et gèle leurs avoirs bancaires : mais on ne voit pas pourquoi des clandestins luttant contre les puissances coloniales iraient ouvrir des comptes bancaire chez elles.

Pourquoi donc ce remue-ménage ? L'inscription du Hezbollah sur la liste européenne des organisations terroristes est une vieille revendication de Tel-Aviv, soutenue par l'Empire anglo-saxon. C'est un effort de communication visant à affirmer que les « Bons » sont les Israéliens et les « Mauvais » ceux qui refusent de se faire voler leur terre. Elle a été présentée par le président israélien Shimon Peres aux gouvernements de l'Union, puis au Parlement européen, le 12 mars dernier. Elle a été portée au Conseil européen par les ministres britannique et français des Affaires étrangères,

William Hague et Laurent Fabius. Ils ont été rejoints par leurs collègues néerlandais et autrichiens, Frans Timmermans et Michael Spindelegger, après une forte mobilisation des sionistes états-unis, dont l'ancien gouverneur de Californie, Arnold Schwarzeneger.

Masquer l'échec israélien en Argentine

Il y avait urgence pour les communicants israéliens à agir. En effet, depuis 1994, ils accusent le Hezbollah et l'Iran d'avoir fait sauter l'immeuble de la mutuelle juive de Buenos Aires, faisant 85 morts. Cette version des faits est présentée comme une certitude dans de nombreuses encyclopédies et manuels scolaires. Pourtant, la justice argentine l'a remise en cause depuis des années. En janvier 2013, l'Argentine et l'Iran ont créé une commission de juristes indépendants pour faire toute la lumière. D'ores et déjà, il apparaît que l'attentat était une machination ourdie par l'ancien ministre de l'Intérieur, l'israélo-argentin Vladimir Corach.

Puisque cette affaire ne tient pas, Tel-Aviv a accusé le Hezbollah et l'Iran d'avoir fait sauter un autobus israélien en Bulgarie, faisant sept morts (dont un kamikaze), le 18 juillet 2012. Dans un premier temps, le gouvernement de centre-droit bulgare avait relayé l'accusation, avant d'être contredit par son successeur de centre-gauche. Peu importe, pour le Conseil européen, le Hezbollah est politiquement l'auteur d'un attentat sur le territoire de l'Union à défaut de l'être judiciairement.

D'une manière générale, Israël accuse le Hezbollah d'avoir fomenté et parfois exécuté une vingtaine d'attentats contre des civils un peu partout dans le monde, en trente ans, ce que récuse la Résistance.

La encore, très étrangement, les Européens —qui considèrent la présomption d'innocence comme un acquis démocratique— condamnent le suspect avant même qu'il ait été jugé, ni même mis en examen.

Masquer l'échec européen en Syrie

Sur le fond, il n'a échappé à personne que la vraie nouveauté dans ce dossier n'y figure pas : c'est l'intervention du Hezbollah dans la guerre en Syrie. Puisque nous trahissons notre engagement de renverser le président Bachar el-Assad, apportons au moins notre soutien aux « rebelles » en condamnant le Hezbollah, pense t-on à Bruxelles. C'est cet argument qui, semble t-il, a emporté la décision du Conseil européen. A contrario, cela montre l'incapacité des Britanniques et Français à peser plus longtemps sur un conflit qu'ils ont sciemment déclenché pour s'emparer de la Syrie en brandissant le drapeau de la colonisation, qui est devenu celui de l'Armée syrienne libre.

Surtout cette condamnation a le mérite de clarifier les camps : d'un côté la résistance à l'oppression coloniale, de l'autre les puissances colonisatrices.

Si l'attitude britannique n'est pas étonnante, le Royaume-Uni revendiquant son statut colonial, elle l'est plus en ce qui concerne la France qui a alterné dans son histoire des périodes révolutionnaires et impériales.

Ainsi, la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, adoptée en 1789, énonce en son article 2 quatre droits fondamentaux, dont la « résistance à l'oppression ». C'est sur cette base qu'en 1940, Charles De Gaulle s'opposa à l'armistice entre la France et le Reich nazi, prenant la tête de la Résistance.

A l'opposé, au cours des années 1880, Jules Ferry incarna l'expansion française voulue par une faction du patronat qui y prévoyait une bien meilleure rentabilité pour ses investissements qu'en France, dans la mesure où c'était le contribuable et non lui qui payait l'armée coloniale. Pour enrégimenter le pays, Ferry rendit l'école publique gratuite et obligatoire. Les instituteurs, appelés « hussards noirs de la République » devaient convaincre les jeunes gens de servir dans les troupes coloniales. Et c'est sous les auspices de Jules Ferry que l'actuel président français, François Hollande, a placé son quinquennat.

Si la France moderne, c'est Charles De Gaulle, elle aurait pu être Philippe Pétain ; un maréchal raisonnable qui considérerait la soumission au Reich victorieux d'autant plus souhaitable qu'il y voyait un moyen d'en finir avec l'héritage de 1789. Il est certainement trop tôt pour que les élites françaises le réhabilitent, mais condamner la Résistance libanaise, c'est condamner une seconde fois à mort Charles De Gaulle pour terrorisme.

En définitive, les idéaux qui firent la gloire de la France sont aujourd'hui mieux défendus à Beyrouth qu'à Paris.

Thierry Meyssan

Source : « Les contradictions de l'Union européenne face au Hezbollah », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 29 juillet 2013, www.voltairenet.org/article179620.html